



19 janvier 2016

(16-0361)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURE AFFECTANT
L'IMPORTATION DE PAPIER PEINT UKRAINIEN**

**DÉCLARATION DE L'UKRAINE AU COMITÉ DES
OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE
4-6 NOVEMBRE 2015**

La communication ci-après, datée du 15 janvier 2016, est distribuée à la demande de la délégation de l'Ukraine.

-
1. L'Ukraine souhaite exprimer une nouvelle préoccupation au sujet de l'interdiction visant les importations de papier peint de production ukrainienne en Fédération de Russie.
 2. Cette interdiction a été imposée le 13 avril 2015 par le Service fédéral de la protection des droits des consommateurs et du bien-être des personnes ("Rospotrebnadzor") et a affecté les principaux producteurs ukrainiens qui, depuis de nombreuses années, exportaient plus de 70% de leur production vers le marché de la Fédération de Russie. Le motif mis en avant pour l'interdiction était le non-respect allégué des normes sanitaires et hygiéniques concernant les émissions de formaldéhyde et de styrène.
 3. La mesure a été imposée par la Fédération de Russie d'une manière non transparente et imprévisible. Il n'y a eu ni information sur le site Web officiel du Rospotrebnadzor, ni notification aux autorités ukrainiennes ou aux producteurs ukrainiens au sujet de cette interdiction.
 4. Peu avant que l'interdiction ne soit décidée, les papiers peints en question avaient fait l'objet d'essais dans des laboratoires spécialisés russes et ukrainiens agréés par l'organisme d'accréditation de la Fédération de Russie en ce qui concerne la qualité des produits et leur conformité avec les prescriptions de la Fédération de Russie en matière de réglementation sanitaire et technique. Des certificats de conformité récents avaient été délivrés aux producteurs ukrainiens pour la période allant de mars 2015 à mars 2018 et avaient confirmé la conformité de produits avec les règlements techniques, y compris les prescriptions relatives aux émissions de composés comme le formaldéhyde et le styrène (en particulier la Décision n° 299 de la Commission de l'Union douanière relative aux prescriptions communes en matière sanitaire et épidémiologique et en matière d'hygiène applicables aux marchandises soumises à un contrôle sanitaire et épidémiologique).
 5. L'Ukraine rappelle à la Fédération de Russie sa demande de renseignements et de justification concernant la mesure en question. Cette demande a été adressée le 17 juillet 2015 au Point d'information OTC/SPS de la Russie conformément aux dispositions des articles 10 et 2.5 de l'Accord OTC. Or, plus de trois mois plus tard, aucune réponse n'a encore été reçue du Point d'information OTC/SPS de la Russie au sujet d'une justification de la mesure et aucun résultat officiel d'examen/d'essais n'a été fourni à l'appui de l'allégation de non-conformité des produits ukrainiens avec les prescriptions de la Fédération de Russie en matière de réglementation sanitaire et technique.
 6. Malheureusement, cette mesure suit de nombreuses autres interdictions visant des produits ukrainiens imposées ces deux dernières années par la Fédération de Russie. Ces interdictions sont toujours en place – et sans aucune justification – bien que des préoccupations commerciales

spécifiques les concernant aient été à de multiples reprises soulevées et examinées dans le cadre des réunions du comité OTC.

7. L'Ukraine estime que l'interdiction visant les importations de papier peint – tout comme les interdictions précédentes visant des produits ukrainiens (produits de confiserie, produits laitiers, bières et produits à base de jus, sel, transport ferroviaire) – n'est pas justifiée, qu'elle est appliquée d'une manière non transparente et imprévisible, qu'elle est discriminatoire à l'égard des produits d'origine ukrainienne et qu'elle vise à créer des obstacles non nécessaires au commerce. En tant que telle, cette mesure est incompatible avec les dispositions des articles 2.1, 2.2 et 5.1 de l'Accord OTC.

8. L'Ukraine demande à la Fédération de Russie de lever immédiatement cette interdiction commerciale afin de se conformer aux dispositions de l'Accord OTC.
